

Syrie : 29 états représentant une majorité de la population mondiale se démarquent de la position euro-atlantiste



9 AOÛT 2012 CONFÉRENCE SUR LA SYRIE À TÉHÉRAN



Une conférence consultative vient de s'ouvrir à Téhéran ce 9 août 2012 sur la Syrie, réunie à l'initiative de l'Iran, principal allié régional de Damas, en présence de représentants de 29 pays avec un appel à l'ouverture d'un dialogue national en Syrie.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a donné le coup d'envoi de cette conférence devant des représentants de pays comme la Russie, la Chine, l'Irak, l'Inde ou le Pakistan, en appelant à un dialogue national entre l'opposition ayant un soutien populaire et le gouvernement syrien.

Il a ajouté que l'Iran était prêt à accueillir un tel dialogue visant à rétablir le calme et la sécurité en Syrie.

M. Salehi a répété que son pays était opposé à toute ingérence étrangère et intervention militaire pour régler la crise syrienne et qu'il soutenait les efforts du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon.

Il a également affirmé que l'Iran avait envoyé une aide humanitaire à la Syrie pour contrer les sanctions occidentales contre Damas qui ne sont pas dans l'intérêt du peuple syrien et ont augmenté sa souffrance.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Les pays occidentaux et certains pays arabes du Golfe, accusés par Téhéran de soutenir militairement les rebelles syriens, n'ont pas été invités à la réunion.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Irak, du Pakistan et du Zimbabwe sont présents à Téhéran, où sept autres pays ont envoyé des vice-ministres. Les pays restants sont représentés par des diplomates de rang inférieur, en majorité des ambassadeurs.

Selon M. Salehi, les pays présents sont, outre les trois déjà mentionnés et l'Iran, l'Afghanistan, l'Algérie, l'Arménie, le Bénin, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Équateur, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, Maldives, la Mauritanie, le Nicaragua, Oman, la Russie, le Sri Lanka, le Soudan, le Tadjikistan, la Tunisie, le Turkménistan et le Venezuela.

Un représentant des Nations unies a également participé à la réunion.

Le Koweït et le Liban étaient invités mais avaient déclaré avant la rencontre qu'ils n'y participeraient pas.

http://www.romandie.com/news/n/_Ouverture_a_Teheran_d_une_conference_sur_la_Syrie_67090820121553.asp?

UNE MAJORITÉ DE L'HUMANITÉ REPRÉSENTÉE À LA CONFÉRENCE SUR LA SYRIE À TÉHÉРАН

Faisons le compte des États représentés à Téhéran, et de leur populations respectives (fin 2011) :

1. Afghanistan : 29.835.000 habitants
2. Algérie : 37.100.000 habitants
3. Arménie : 3.261.000 habitants
4. Bénin : 9.578.000 habitants
5. Bélarus : 9.599.000 habitants
6. Chine : 1.344.414.000 habitants
7. Cuba : 11.243.000 habitants
8. Équateur : 15.007.000 habitants
9. Géorgie : 4.586.000 habitants
10. Inde : 1.210.194.000 habitants
11. Indonésie : 244.970.000 habitants
12. Irak : 31.234.000 habitants
13. Iran : 77.891.000 habitants
14. Jordanie : 6.408.000 habitants
15. Kazakhstan : 17.522.000 habitants
16. Kirghizistan : 5.588.000 habitants

17. Maldives : 395.000 habitants

18. Mauritanie : 3.282.000 habitants

19. Nicaragua : 5.786.000 habitants

20. Oman : 2.694.000 habitants

21. Pakistan : 197.400.000 habitants

22. Russie : 143.030.000 habitants

23. Sri Lanka : 21.284.000 habitants

24. Soudan : 31.958.000 habitants

25. Tadjikistan : 7.627.000 habitants

26. Tunisie : 10.674.000 habitants

27. Turkménistan : 4.998.000 habitants

28. Venezuela : 28.048.000 habitants

29. Zimbabwe : 12.523.000 habitants

[Ces données, reprises de Wikipedia, sont presque toutes celles de fin 2011 et doivent donc être comparées à la population mondiale de la même date et de la même source : 6 928 193 456 habitants.]

Ces 29 États représentent 3.528.129.000 habitants, soit 50,9 % de la population mondiale. Une majorité, donc.

LE CAMP EURO-ATLANTISTE MENT LORSQU'IL PRÉSENTE SES POSITIONS COMME ÉTANT CELLES DE LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Ce simple énoncé des faits permet de montrer le degré de mensonge atteint par la presse occidentale lorsqu'elle assimile systématiquement le camp euro-atlantiste à la « communauté internationale ».

Par ce tour de passe-passe sur les mots, cette formule veut faire croire, au peuple français notamment, que tous les peuples du monde seraient d'accord avec les États-Unis et l'UE, à part une petite poignée de gouvernements, dangereux et mal embouchés, qui seraient au ban de la « communauté internationale ».

Dernier épisode en date de cette propagande mensongère, le communiqué conjoint, diffusé à Paris, entre Nicolas Sarkozy (qui a été chassé par les Français et n'a aucun mandat d'aucune sorte pour s'exprimer ainsi) et le président du prétendu "Conseil national syrien (CNS)" et l'un des chefs de l'opposition syrienne, M. Abdebasset Sieda.

Ce communiqué conjoint affirme que les deux hommes « ont constaté la complète convergence de leurs analyses sur la gravité de la crise syrienne et sur la nécessité d'une action rapide de la communauté internationale pour éviter des massacres ».

http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/08/08/sarkozy-reclame-une-intervention-en-syrie_1743783_823448.html

Eh bien, la conférence de Téhéran d'aujourd'hui prouve que cette formule est un mensonge.

Car la « communauté internationale » est très divisée sur la question syrienne, et une majorité des peuples de la « communauté internationale » sont représentés à Téhéran aujourd'hui. Une majorité de l'humanité est donc

CONCLUSION : CE DEVRAIT ÊTRE LE RÔLE DE LA FRANCE

La conférence qui se tient à Téhéran aujourd'hui étant représentative d'une partie majoritaire de l'opinion mondiale, il est logique qu'elle ait compté la présence d'un représentant de l'ONU.

On notera d'ailleurs que les objectifs officiels assignés à cette conférence ne sont pas des appels irresponsables et partisans.

En effet, la conférence :

- « appelle à un dialogue national entre l'opposition ayant un soutien populaire et le gouvernement syrien »,
- se déclare « opposée à toute ingérence étrangère et intervention militaire pour régler la crise syrienne »
- et « soutient les efforts du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon. »

Par ces termes, la conférence de Téhéran, qui comporte notamment la Chine, l'Inde et la Russie et des pays de toutes les religions, s'inscrit très précisément dans le cadre du droit international et de la Charte des Nations-Unies. Lesquels posent comme un principe cardinal le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État.

Les va-t-en-guerre et les irresponsables, ceux qui ont fait leur choix entre bons et mauvais Syriens, ceux qui fournissent en finances, en mercenaires et en armes un camp contre l'autre, ceux qui veulent mettre sur la touche l'ONU, et ceux qui bafouent le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État en prétendant imposer le gouvernement de leur choix à la tête de la Syrie, eh bien ils ne font pas partie des 29 États réunis à Téhéran.

Si la France était conforme à ce qu'elle doit être, c'est-à-dire un pays libre et souverain, non aligné sur quelque empire que ce soit, et veillant à se faire le porte-parole de la paix et de la liberté des peuples et des nations, ce n'est pas à Téhéran qu'une telle conférence devrait se tenir mais à Paris. Comme ce fut à Paris que se tint la conférence sur le Vietnam en 1968.

Pour cela, il faudrait que la France se soit libérée du camp euro-atlantiste, dirigé par Washington sous couvert de "construction européenne". C'est exactement ce à quoi s'emploie l'UPR.

François ASSELINEAU